



ILS TÉMOIGNENT | Dans l'enfer des mutations

Florian Loisy et F.G.

« **UN PROFESSEUR** devant chaque élève. » La promesse d'Emmanuel Macron n'est toujours pas tenue. Et pourtant des enseignants pourraient combler en partie le déficit. Mais ils ne peuvent pas travailler. C'est le cas de Benjamin. « J'espère un jour pouvoir retrouver un poste », confie celui qui a écumé les établissements des Hauts-de-Seine jusqu'à l'an dernier : Suresnes, Antony, Nanterre, Bagneux...

Son problème ? Sa conjointe a été affectée à l'hôpital d'Angers (Maine-et-Loire). Il demande sans succès à la suivre. « Du coup, j'avais le choix de continuer à travailler en région parisienne et ne voir ma femme et mes enfants que le week-end, ou me mettre en disponibilité et les accompagner, c'est ce que j'ai fait », soupire Benjamin.

■ Postier et pion en attendant mieux

« Quelqu'un comme lui ne peut obtenir une mutation – et pas dans un secteur en bord de mer – qu'au bout de deux ans de demande au minimum et souvent trois ou quatre ans, indique Léa Bizeray, du syndicat Snuipp-FSU des Hauts-de-Seine. Et encore, il a la chance d'avoir une femme qui travaille déjà à Angers et des enfants scolarisés là-bas. Sans ces deux atouts, il est totalement impossible de quitter notre département en grand déficit de profs. »

Et cela ne va pas en s'améliorant. Lors du dernier concours, il n'y a eu que 700 admis, pour 1 200 postes à pourvoir sur l'académie. « Notre zone géographique est une prison, il est difficile d'en partir. Du coup, les gens préfèrent s'inscrire dans des concours hors des académies de Créteil et Versailles », décrypte la syndicaliste.

C'est d'ailleurs la solution qui a été envisagée par Benjamin. « Je voulais démissionner et repasser le concours dans le Maine-et-Loire, pour pouvoir y

enseigner, confie-t-il. Mais je perdais mon ancienneté, et je repartais de zéro au niveau du salaire. »

« Je comprends qu'on n'accepte pas toutes les mutations, sinon il n'y aurait plus personne en banlieue », peste Benjamin. En attendant, après avoir été postier quelques semaines, il est devenu... surveillant dans un établissement privé. « Les journées passent lentement, c'est un métier que j'avais déjà fait quand j'étais étudiant, ce retour en arrière n'est pas valorisant, euphémise l'ex-prof. Mais il faut bien manger, en attendant qu'on me redonne une classe dans deux ou trois ans. »

■ Deux ans d'attente

Deux ans, c'est le temps que Delphine* a été contrainte de patienter avant de pouvoir de nouveau enseigner. « Aujourd-

Son histoire commence en 2018 quand son compagnon, également fonctionnaire, obtient sa mutation à Nantes (Loire-Atlantique). La famille vit alors en proche banlieue. Delphine enseigne, elle, depuis quatorze ans à Paris.

« La période des demandes de mutation étant déjà passée, je pouvais effectuer une demande de disponibilité d'une année pour suivre ma famille et m'asseoir sur mon salaire ou bien je restais à Paris et je faisais des allers-retours à Nantes tous les week-ends. J'ai finalement opté pour la première option. »

Pour subvenir aux besoins de sa famille, elle se lance faute de mieux dans la couture sous le statut d'auto-entrepreneuse. Ce n'est qu'au bout de la seconde année qu'elle obtiendra un poste à Nantes, et encore, pas vraiment en phase avec ce qu'elle souhaitait.

■ Nommé à 130 km de chez lui

Baptiste Jacques, lui, ne sera pas professeur. En tout cas,

pas dans l'immédiat. Le jeune homme de 30 ans a pourtant décroché haut la main (24^e sur 285 inscrits) le Capet (certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement technique) en juillet.

Malheureusement, le jeu des affectations fait qu'aujourd'hui il se retrouve coincé chez lui, au lieu d'être devant une classe. « Lorsque j'ai été admis, j'ai fait des vœux pour être affecté dans un collège de l'Oise, où je vis. Je pensais que mon rang au concours m'aiderait un peu. Au lieu de quoi j'ai été nommé à Albert, dans la Somme, à 130 km de chez moi, raconte celui qui est aussi titulaire d'un diplôme d'ingénieur en électrotechnique. J'ai informé ma hiérarchie que je ne pouvais pas prendre ce poste car je suis en train de devenir propriétaire d'une maison à Chambly (Oise). Les services académiques m'ont dit qu'ils reviendraient vers moi aux alentours du 20 août. »

Sans nouvelles, le récent titulaire relance le rectorat le 29 août, à six jours de la rentrée. La nouvelle tombe comme un couperet. C'est Albert ou rien. « Je leur ai dit que je ne pouvais pas répondre favorablement. Enseigner à 130 km de chez moi m'aurait coûté 250 € par semaine

entre le carburant et les péages, évalue Baptiste Jacques. Je suis déçu parce que je n'enseignerai pas cette année ni l'année prochaine car j'ai perdu le bénéfice de mon concours. Si je veux de nouveau enseigner comme professeur de technologie, je dois repasser le Capet, ce dont je n'ai pas envie. C'est délirant. »

Aujourd'hui, le trentenaire cherche un nouveau poste, cette fois dans le secteur privé. Une situation d'autant plus dommageable pour le service public de l'éducation qu'il avait vécu une expérience très positive et reçu les encouragements de ses collègues lors de l'année scolaire 2022-2023.

Enseignant contractuel –

ces professeurs non certifiés recrutés par le ministère pour pallier le manque d'enseignants diplômés –, il partageait alors son temps entre le collège de Chambly (Oise), dans sa ville, et celui de Lamorlaye (Oise), à vingt minutes de son domicile. Une situation qui lui apparaît aujourd'hui totalement incongrue. Puisque le contractuel qu'il était jouissait, selon lui, de meilleures conditions de travail que le titulaire qu'il est devenu fugacement l'été dernier.

« C'est dommage parce que j'avais tenté d'innover lors de cette année d'enseignement, raconte Baptiste Jacques. Avec les classes de 5^e, nous avions travaillé sur la conception du tunnel sous la Manche. Les élèves avaient également reprogrammé Space Invader (célèbre jeu vidéo des années 1970). Ils avaient pu jouer avec, et ça leur avait plu. » Une innovation pédagogique qui restera sans suite.

* Le prénom a été changé.



Notre zone géographique est une prison, il est difficile d'en partir

Léa Bizeray, du syndicat Snuipp-FSU des Hauts-de-Seine



L'//FLORIAN LOISY

Benjamin, prof depuis dix ans dans les Hauts-de-Seine, a dû se mettre en disponibilité pour suivre son épouse et ses enfants à Angers.

